



Fin de millénaire, l'ère de l'information Conclusion générale de la trilogie *(extraits)

Par Manuel Castells

Une nouvelle société

(...) Telle est la nouvelle structure sociale de l'ère de l'information, que j'appelle la société en réseaux, parce qu'elle se compose de réseaux de production, de pouvoir et de vie en commun qui construisent une culture de la virtualité à travers les flux planétaires qui transcendent le temps et l'espace. Mais s'il est vrai que cette logique de la société en réseaux ne s'applique pas à toutes les dimensions de la société (de même, les sociétés industrielles ont longtemps continué d'abriter bien des formes préindustrielles de l'existence humaine), il reste que toutes les sociétés de l'ère de l'information sont bel et bien pénétrées, plus ou moins profondément, par cette logique des réseaux, dont l'expansion absorbe peu à peu les configurations sociales antérieures.

La société en réseaux, comme toute autre structuration du social, n'ignore pas les contradictions, les conflits et les contestations. Mais ces contestations ont beau proposer d'autres formes d'organisation sociale, elles demeurent conditionnées par la société en réseaux et n'ont plus rien à voir avec celles de l'ère industrielle (et cela bien qu'elles opèrent souvent avec des matériaux historiques venus du capitalisme ou de l'étatisme antérieurs).

La compréhension du monde où nous vivons demande simultanément l'analyse de cette société en réseaux et des contestations dont elle est l'objet (...)

Les nouvelles voies du changement social

La contestation de la société en réseaux et des nouvelles formes de domination se traduit le plus souvent par une mise en avant des identités autonomes, étrangères aux principes d'organisation de cette société en réseaux. À la célébration de la technologie, au pouvoir des flux et à la logique des marchés ces identités opposent leur existence même, les croyances et les legs qui les fondent. La caractéristique principale des mouvements sociaux et culturels organisés autour d'un sentiment identitaire est qu'ils n'émanent pas des institutions de la société civile : la solution alternative qu'ils défendent vient de l'extérieur, elle

réfuse le principe de performance qui est la pierre angulaire de la société contemporaine. (...) À l'ère de l'information, la logique dominante des réseaux pénètre si bien partout que le seul moyen d'échapper à leur domination est de s'en extraire et de tout reconstruire à partir d'un système de valeurs et de croyances entièrement différent. Ce phénomène s'observe dans les mouvements de résistance identitaire que j'ai étudiés. Le nationalisme, la défense d'identités locales, le séparatisme ethnique et les communautés à définition culturelle entendent rompre avec la société dans son ensemble et tout rebâtir, non pas de bas en haut, mais du dedans vers le dehors, en opposant un « nous » aux « autres ». Quant au fondamentalisme religieux, s'il ne rejette pas la technologie, c'est qu'il entend la mettre au service de la loi divine, à laquelle toutes les institutions et tous les projets individuels doivent se soumettre, sans aucun compromis possible.

Les mouvements militants qui entendent transformer les relations interpersonnelles, comme le féminisme, ou la relation entre l'homme et la nature, comme l'écologie, partent d'un rejet fondamental des principes sur lesquels nos sociétés sont édifiées : le patriarcat et le productivisme. (...)

La force des mouvements de défense identitaire réside dans leur autonomie à l'égard des institutions de l'État, de la logique du capital et des séductions de la technologie. Il est bien difficile de se les concilier, même si certains de leurs participants peuvent individuellement rallier d'autres camps. Même quand ils sont défaits, leur esprit de résistance et leurs idées retentissent dans toute la société. Les sociétés de l'ère de l'information ne sauraient être réduites à la société en réseaux, quelle que soit sa dynamique : je considère pour ma part qu'elles reposent sur l'interaction du « réseau » et du « soi », de la société en réseaux et du pouvoir de l'identité. Reste que ces processus du changement social qui se veulent rupture radicale avec les institutions et les valeurs de la société posent un problème fondamental : ils risquent de disloquer



* © "La société en réseaux", Manuel Castells, Editions Fayard, 1999



la société sans être capables de la reconstruire. Au lieu d'institutions transformées, nous aurons une prolifération de communautés ; à la place des classes sociales, des tribus ; et au lieu d'interactions conflictuelles entre les fonctions de l'espace des flux et le sens de l'espace des lieux, nous verrons de puissantes élites mondialisées, retranchées dans des lieux immatériels constitués de réseaux de communication et de flux d'information, alors que le reste de l'humanité sera voué à la ségrégation dans d'innombrables communautés dominées, incapables d'accéder à une conscience commune. Faute de Palais d'hiver à prendre par les armes, les révoltes ne seront plus que des implosions, une violence sans but, inscrite dans le quotidien.

Pour que soit possible une reconstruction des institutions sociales par des mouvements culturels qui sauraient soumettre la technologie aux besoins et aux désirs des citoyens, une longue marche sera nécessaire, qui, partant des communautés de résistance identitaire, parviendra à atteindre de nouveaux projets identitaires plus élevés, à partir des valeurs de ces communautés. Le processus a déjà des exemples : l'invention de la famille égalitaire ; l'adhésion croissante à un nouveau modèle de développement économique prenant en compte les devoirs de chaque génération à l'égard de celles qui la suivent (sustainable development) ; la mobilisation universelle pour la défense des droits de l'homme partout où ils sont en danger. Pour que ce passage de la résistance identitaire à l'« identité-projet » soit envisageable, il faudra qu'une nouvelle forme de politique apparaisse, une politique culturelle opérant avant tout dans l'espace des médias et par le maniement des symboles, ère de l'information oblige, mais ancrée dans les valeurs et les questionnements jaillis des expériences individuelles.

L'avenir

(...) L'économie mondialisée va poursuivre son expansion, fondée sur les pouvoirs accrus des systèmes de télécommunication et de traitement informatique. Elle pénétrera tous les pays, tous les territoires, toutes les cultures, tous les flux de communication et tous les réseaux financiers, sans jamais cesser de scruter la surface du globe pour déceler toute nouvelle occasion de profit, mais elle le fera sélectivement, reliant

entre eux tous les segments producteurs de richesse et court circuitant tout ce qui, population ou territoire, se révélera trop usé ou sans pertinence économique. L'inégalité territoriale de la production débouchera sur une géographie de la différence économique opposant brutalement pays, régions et agglomérations. Tous les continents auront des populations ou des territoires capables de produire de la valeur, même l'Afrique subsaharienne, mais partout aussi on trouvera des populations ou des territoires court-circuités (même si dans les pays riches, la proportion sera plus faible). La planète sera fragmentée en espaces nettement différenciés, définis par des temporalités différentes. (...) Pour autant, l'État n'est pas en train de disparaître. Simplement, à l'ère de l'information, il se « dégraisse », en se décentralisant : les pouvoirs municipaux et régionaux, bourdonnant de projets, accroissent leurs électors et négocient avec les gouvernements nationaux, les multinationales et les institutions internationales. L'ère de la mondialisation économique est aussi celle de la décentralisation du politique. Les pouvoirs et les ressources qui manquent aux collectivités locales, elles les compensent par la flexibilité et les réseaux. Elles sont les seules à égaler en dynamisme les réseaux mondiaux de la richesse et de l'information.

Quant aux citoyens, ils prendront de plus en plus leurs distances avec le monde du pouvoir et les institutions chancelantes de la société civile. Leur travail et leur vie quotidienne seront de plus en plus dominés par l'individualisation, il leur faudra élaborer leur propre vision du monde à partir de leur expérience personnelle, et, avec un peu de chance, reconstruire leur cellule familiale, seule bouée à laquelle se raccrocher dans ce maelström de flux inconnus et de réseaux incontrôlés. Quand des menaces collectives surgiront, ils se bâtiront des havres communautaires, où des prophètes viendront annoncer l'avènement de dieux nouveaux.

Le XXIème siècle ne sera pas une époque de ténèbres. Mais il n'apportera pas non plus à la majorité des habitants de cette planète les dons promis par la plus extraordinaire révolution technologique de tous les temps. Le règne de l'information a toute chance d'être aussi celui de la perplexité.

